

Ligue des  droits de l'Homme

**GIRONDE**

**RAPPORT  
D'ACTIVITÉS  
DE LA LDH  
GIRONDE  
2012**

LES  
HOMMES  
NAISSENT  
ET  
DEMEURENT  
LIBRES  
ET ÉGAUX  
EN DROITS

L'activité 2012 du comité fédéral de la LDH Gironde a été placée sous le signe de la déclinaison du Pacte pour les droits et la citoyenneté, dans le contexte pré-électoral de campagne pour les élections présidentielles et législatives. Cette démarche s'est traduite, pour la fédération et les sections locales, par une forte mobilisation, tant en direction du grand public que des élus et des partenaires ou réseaux à l'échelle départementale.

L'animation du Pacte pour les droits et la citoyenneté en Gironde a été ponctuée par l'organisation de plusieurs événements ou rencontres qui ont permis d'affirmer les valeurs et principes défendus par la LDH en matière de respect et/ou d'accès aux droits, déclinés à travers les 35 propositions du Pacte. Elle s'est aussi traduite, sur fond de campagne électorale, par des prises de position face à une instrumentalisation des discours sécuritaires et xénophobes associés soit à la mise en œuvre des lois votées sous la présidence Sarkozy soit à certains faits divers (ex : affaire Merah et tuerie de Toulouse, situation locale des Roms).

Parallèlement, la LDH a été sollicitée soit directement soit à travers ses sections locales pour répondre à des situations particulières ou individuelles : cela concerne bien sûr la régularisation d'étrangers sans papiers mais aussi des demandes émanant de salariés du secteur public confrontés à des dérives autoritaires ou à des formes de harcèlement au travail.

L'activité de la LDH Gironde s'est aussi exprimée par son implication dans plusieurs collectifs locaux, à la fois dans un souci de renforcement de certains partenariats et d'élargissement, correspondant à des champs actuels de remise en cause des droits et libertés (ex : dans le domaine de l'environnement, du développement technologique...).

L'évolution du contexte politique, marquée par une transition à la tête de l'Etat annonciatrice de changement, et après plusieurs mois de pouvoir, n'a pas incité le comité fédéral à baisser la garde. En dépit de quelques timides avancées, la défense des droits et des libertés reste encore un terrain largement en chantier.

Si l'action de la LDH Gironde et des sections qui y participent a largement été influencée par le contexte national, elle est aussi clairement en prise avec les problématiques locales et les politiques portées par les pouvoirs publics à l'échelon départemental ou local.

Cette attention aux enjeux locaux a déjà assez fortement mobilisé la fédération et les sections tout au long de l'année 2012, que ce soit en matière d'accès au logement ou à l'hébergement, en matière sécuritaire (ex : vidéosurveillance), de discriminations ou de respect des droits sociaux (ex : EPLE), de racisme ou de xénophobie, de politique d'accueil des étrangers...

Cette attention sera redoublée courant 2013, notamment en perspective des prochaines élections municipales de 2014 et dans un contexte de crise qui voit se creuser les inégalités, la pauvreté, la tendance au repli sur soi et à l'intolérance, la banalisation de certaines idées racistes ou xénophobes, la tentation de rejet du politique et de refuge dans diverses formes de communautarismes.

Pour répondre à ces enjeux et aux diverses sollicitations, la LDH Gironde peut compter sur l'appui de ses militants actifs, de ses adhérents et sympathisants. Le bilan à ce niveau reste néanmoins mitigé du fait que la mobilisation effective des adhérents est aléatoire et que l'essentiel de l'activité ne repose que sur un nombre restreint de militants, par un investissement déjà long et parfois éprouvant pour certains d'entre eux. Les objectifs de renforcement de la LDH en Gironde, de renouvellement de ses « forces vives » et d'amélioration de sa visibilité, notamment via les médias locaux, ont également guidé les activités du comité fédéral au cours de cette année 2012. La pertinence de ces objectifs ne se dément pas et devra subsister comme une préoccupation constante tout au long de l'année 2013.

## 1 – STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ FÉDÉRAL DE LA LDH GIRONDE

Le Comité fédéral LDH de la Gironde rassemble officiellement une dizaine de sections locales :

- ▷ **Arcachon / Val de l'Eyre** (12 adhérents au 5 décembre 2012)
- ▷ **Bassens** (section en sommeil : 6 adhérents rattachés)
- ▷ **Bègles/Talence/Villenave d'Ornon** (env. 20 adhérents )
- ▷ **Bordeaux** (65 adhérents)
- ▷ **Carbon-Blanc** (23 adhérents)
- ▷ **Eysines** (section en sommeil : 3 adhérents rattachés)
- ▷ **Graves** (29 adhérents)
- ▷ **Langon** (section en sommeil : 5 adhérents rattachés)
- ▷ **Libourne** (11 adhérents)
- ▷ **Mérignac** (section en sommeil : 7 adhérents rattachés)
- ▷ **Pauillac** (23 adhérents)
- ▷ **Saint Vivien** (47 adhérents)

Adhérents non affectés : 2

**Nombre total d'adhérents : 253**

Il apparaît à la fois évident qu'à l'échelle d'un département qui compte 1,45 millions d'habitants, le niveau de pénétration de la LDH reste très modéré, soit 0,16/1000 mais comparable à celui constaté au plan national (0,14/1000).

Ce constat doit nous inciter à plus de visibilité sur la place publique et à un effort de lisibilité de notre action vis-à-vis du grand public, afin de sensibiliser aussi largement que possible sur les activités locales de la LDH. Il importe aussi de renforcer nos liens auprès de certaines composantes qui ont construit dans le temps la reconnaissance et la force de la LDH : monde judiciaire (magistrats, avocats), de la recherche, élus, opérateurs de l'économie sociale et solidaire...

En 2013, il conviendra aussi de travailler sur la manière de « réveiller » les sections en sommeil ou d'établir avec les adhérents qui y sont rattachés des liens plus étroits.

La recherche d'une consolidation des liens entre le comité fédéral et les sections locales, conformément aux orientations retenues lors de l'assemblée générale du 7 janvier 2012, s'est notamment manifestée en 2012 par l'organisation de plusieurs réunions « décentralisées » du comité fédéral :

- le 23 avril 2012 à Carbon-Blanc (section de Carbon-Blanc),
- le 21 mai 2012 à Gradignan (section des Graves),
- le 18 juin 2012 à Libourne (section de Libourne),
- le 15 octobre 2012 à Bordeaux (section de Bordeaux),
- le 19 novembre 2012 à Gujan-Mestras (section d'Arcachon-Val de l'Eyre)

Le bureau fédéral élu le 7 janvier 2012 était le suivant :

Président : Jean-Claude GUICHENEY (section de Bordeaux, par ailleurs membre du bureau du comité régional)

Vice-président(e)s : Jean CASSET (section d'Arcachon), Brigitte DURAFFOURG (section de Libourne, membre du bureau du comité régional), Patrick LECOQ (section des Graves, vice-président du comité régional), Jean-Pierre PETIT (section de Pauillac), Danielle ROSIN (section de Bordeaux)

Secrétaire : Jean-Claude BERTRAND (section des Graves)

Secrétaire-adjointe : Annick VERNAY (section de Bordeaux)

Trésorier : Jean-Claude TOLLIS (section des Graves)

Trésorière-adjointe : Isabelle THOMAS (section de Bordeaux)

Autres membres du bureau : Françoise BENEY (présidente section Libourne), Michel CAZAUX (délégué section Libourne), Marie-Claude DEGRAVE (présidente section Arcachon), Mireille DELPRAT (présidente section Carbon-Blanc), Françoise DESPRES (déléguée section Bordeaux), Jean-Louis DUCLOU (délégué section Saint Vivien), Gilles HERMET (délégué section Bordeaux, membre du bureau régional), Sylvie KARBIA (présidente section Bègles/Talence/ Villenave d'Ornon), Alain PEYS (délégué section Pauillac), Claudine RIEUX (présidente section de Saint Vivien de Médoc), Jean-Claude ROBINET (délégué section de Carbon-Blanc).

Lors de la réunion fédérale du 23 janvier, il avait été proposé de mettre en place plusieurs sous-groupes thématiques destinés à faciliter la mobilisation et la réflexion collective. Plusieurs groupes ont ainsi été constitués. Certains ont fonctionné. Pour d'autres, l'action a surtout été portée par 1 ou 2 ligueurs, notamment afin de représenter la LDH dans certains réseaux ou collectifs d'associations.

**Groupe « justice/police »** (Brigitte DURAFFOURG, Lionel LACROIX) : ce groupe n'a pu réellement fonctionner pour des raisons d'emplois du temps et de disponibilité ; il devrait être ranimé courant 2013, dans le prolongement du café-citoyen organisé le 6 décembre 2012, en y associant le Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des Avocats de France et le Boulevard des Potes.

**Groupe « logement »** (Brigitte DURAFFOURG, Patrick LECOQ) : l'activité de ce groupe a porté sur 2 volets essentiels, par l'implication active dans un nouveau collectif d'action (groupe de liaison logement en Gironde), associant des syndicats (CGT, CFDT) et des associations (CNL, Fondation Abbé Pierre, URAF) et par le suivi de certains travaux (dont commission DALO).

**Groupe « santé »** (Michel CAZAUX, Marie-Claude DEGRAVE, Annie DEGAN, Emmanuelle FOURNEYRON, François POULE) : pas de véritable fonctionnement collectif mais participation à des actions en réseau (COSS33 / NSED).

Groupe « **Handicaps** » (Jean-Luis DUCLAU, Marie-Claude DEGRAVE, Didier TERRIERE) : ce groupe n'a pas fonctionné en tant que tel, ce qui n'a pas empêché certaines initiatives spécifiques (interpellation de la CAF à propos du problème posé par le remboursement d'indus).

Groupe « **Gens du voyage** » (Michel CAZAUX, Jean-Claude BERTRAND) : suivi assuré essentiellement par la section des Graves, à travers le suivi de la situation des « gens du voyages » de Saint-Jean-d'Ilac.

Groupe « **étrangers** » (Michel CAZAUX, Gilles HERMET, Sylvie KARBIA, Danielle ROSIN) : l'activité de ce groupe n'a pu réellement se structurer en raison des sollicitations multiples dans le cadre d'autres réseaux (ex : RESF, TEMPREF) ou mobilisations collectives (ex : roms). Il semble important que ce groupe puisse se structurer courant 2013, compte-tenu de la récurrence des thèmes abordés et de l'intérêt de faciliter des prises de position propres à la LDH au sein des collectifs.

Groupe « **prisons** » (Jean CASSET, Lionel LACROIX) : pas de réel fonctionnement ; l'organisation de la rencontre avec le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté s'est opérée indépendamment de l'activité de ce groupe ; activité à relancer en 2013, étant donné l'actualité du sujet (situation de la prison de Gradignan, activité du CRA de Bordeaux).

Groupe « **Autres droits économiques et sociaux** » (Jean-Claude GUICHENEY) : en l'état, ce thème n'a pu encore déboucher sur une dynamique de groupe et a surtout consisté à assurer un relais de la LDH auprès du collectif girondin Audit Citoyen de la Dette publique.

Groupe « **Education aux droits fondamentaux** » (Michelle FERRIERE) : pas d'activité réelle faute de combattants ; travail spécifique envisagé par la section de Bordeaux mais encore en stand-by.

Groupe « **Droits environnementaux** » (Brigitte DURAFFOURG, Jean-Claude GUICHENEY) : activité réduite à un rapprochement avec le groupe local de Greenpeace et à la participation à certains événements (manifestation en opposition au projet de Notre Dame des Landes du 17 novembre).

Groupe « **RSE** » (Jean-Claude GUICHENEY : suite à l'organisation d'un café-citoyen, la LDH a été appelée à siéger auprès du comité régional de suivi de l'ISO 26000 ; ce rapprochement, initié dans un premier temps par la section de Bordeaux en juin 2011, a été élargi au niveau fédéral ; pour 2013, il est proposé de l'inscrire dans le cadre du mandat confié au comité régional, d'autres sections en région étant potentiellement concernées.

Groupe transversal « **communication** » (Brigitte DURAFFOURG, Jean-Claude GUICHENEY) : ce groupe a donné lieu à 2 initiatives distinctes courant 2012 avec d'une part l'organisation d'une émission radio mensuelle « En toutes Libertés » en partenariat avec le réseau des radios locales (RIG, Aqui FM, Plage FM) et d'autre part avec le lancement d'un travail relatif à la refonte du site Internet de la LDH Gironde.

Groupe transversal « **ressources** » (Jean-Claude GUICHENEY) : ce groupe n'a pas fonctionné, également du fait de l'absence de sollicitations par les sections locales.

Groupe projet « **colloque annuel** » (Michelle FERRIERE, Jean-Claude GUICHENEY, Danielle ROSIN) : Ce groupe a porté l'organisation du colloque « Démocratie : attention chantier ! », tenu le 27 janvier 2012 en présence de Pierre LYON-CAEN (CNCDH), Jean-Pierre DUBOIS (LDH France) et Jean-Marie HARRIBEY (ATTAC).

Groupe projet « **Ludovic TRARIEUX** » (Jean-Michel RENÉ, Jean RITTENER) : il s'agit dans ce cadre de recueillir des fonds afin de procéder à la réhabilitation de la tombe du tout premier président de la LDH en 1898, qui était sénateur girondin. L'objectif est de faire aboutir ce projet courant 2013.

Groupe projet « **congrès LDH France 2013** » (Mireille DELPRAT, Brigitte DURAFFOURG, Jean-Claude GUICHENEY) : l'activité de ce groupe projet a consisté à préparer un projet de candidature de Bordeaux pour l'accueil du congrès national de la LDH en 2013 ; Compte-tenu du temps imparti, notamment s'agissant des délais nécessaires à l'instruction des demandes de subvention auprès des collectivités locales, et du coût prévisionnel de l'opération (40 000 € min.), la candidature de Niort a été préférée à celle de Bordeaux. A réexaminer pour l'édition du congrès de 2015.

## **2 – ACTIONS 2012**

Le colloque annuel qui s'est tenu le 27 janvier 2012 à Bordeaux a introduit l'activité fédérale en l'ouvrant à la problématique générale de l'état des droits et libertés en France, dans un contexte à la fois d'échéance électorale majeure et d'austérité en lien avec la crise économique et financière ouverte depuis 2007/2008.

Ce colloque a été marqué par les interventions de Pierre LYON-CAEN (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme), de Jean-Pierre DUBOIS (LDH France) et de Jean-Marie HARRIBEY (ATTAC), en présence de 150 personnes environ.

### **2.1 LIBERTÉS**

#### **Contrôle social et société de surveillance**

Le déploiement des systèmes de vidéosurveillance dans certaines communes est un sujet de préoccupation pour plusieurs sections : après le refus de la section de Bordeaux de participer au comité d'éthique de la vidéo-protection mis en place par la municipalité en 2010, c'est en 2012 au tour de la section de Libourne (municipalité de gauche). D'autres sections constatent une même propension à étendre de type de dispositif (ex : Carbon-Blanc).

La LDH a également été conviée à une rencontre-débat sur le thème des usages civils des drones, organisée à l'initiative des élus verts de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

#### **Démocratie**

Ce thème a constitué le fil conducteur du colloque organisé le 27 janvier, dans un contexte de campagne électorale. La LDH a durant la phase pré-électorale procédé à une interpellation des partis et élus locaux, à l'occasion d'une journée portes-ouvertes et d'une rencontre autour des 35 propositions de la LDH, qui s'est déroulée le 28 mars à Bordeaux. Elle a effectué des distributions de tracts sur les marchés dans l'agglomération bordelaise (Bordeaux, Talence) incitant les citoyens à l'acte de vote et organisé une rencontre-débat sur la thème de l'abstention à Pauillac (le 24 mars 2012).

Le 8 juin, Pierre TARTAKOWSKY est intervenu pour présenter en librairie pour présenter le rapport sur l'état des droits de l'homme 2012 de la LDH « *Un autre avenir ?* », avant une projection-débat autour du film de Sarah Franco-Ferrer « *Help ou visibilité* ».

Le taux de participation aux élections présidentielles a été relativement élevé en Gironde mais ces élections ont également révélé l'ancrage d'un vote d'extrême-droite dans certains secteurs ruraux (Médoc, Blayais, Libournais). A l'opposé, l'analyse des résultats des élections législatives a démontré un fort taux d'abstention (plus de 43% en Gironde), tout en donnant une très large majorité au Parti Socialiste (10 sièges sur 12, 1 siège EELV, 1 siège UMP).



Le 20 juin, la LDH a organisé une rencontre-débat à la librairie La Machine à Lire autour de l'ouvrage d'Alain GARRIGOU « Les secrets de l'isolement », en partenariat avec les Amis du Monde Diplomatique.

La LDH Gironde a également participé à une manifestation contre l'extrême-droite à Bordeaux le 28 janvier 2012. Elle a soutenu les aspirations démocratiques du peuple syrien à l'occasion de plusieurs rassemblements organisés par Syrie Démocratie 33 courant mars et avril.

Concernant le droit de vote des étrangers non communautaires, cette revendication a été portée lors de diverses rencontres ou actions de sensibilisation (stands), en s'appuyant sur les 35 propositions du Pacte pour les droits et la citoyenneté. Ce thème va donner lieu à une mobilisation plus large courant 2013, avec la mise en place d'un collectif d'associations à l'initiative de la LDH et de SOS racisme.

### **Justice / Police**

Les relations police / justice / citoyens ont constitué la toile de fond du café-citoyen organisé le 6 décembre en présence du Syndicat de la Magistrature et du Syndicat des Avocats de France sur la réforme de la procédure de contrôle d'identité. Cette rencontre a débouché sur une opportunité de relance d'un travail impliquant la LDH à ces organisations et à l'association Boulevard des Potes, qui a porté un débat sur ce même sujet dans le cadre des AOC de l'égalité, en y associant des représentants du syndicat SGP police. L'idée d'une expérimentation des contrôles avec récépissé, appuyée par une sensibilisation de policiers et d'associations locales sur un territoire test de l'agglomération bordelaise mérite d'être approfondie.

La LDH Gironde a également réagi à l'extradition vers l'Espagne de la militante basque Aurore Martin, par la diffusion d'un communiqué et en participant à un rassemblement le 3 novembre 2012 à Bordeaux.

Elle suit par ailleurs, via notamment la section des Graves, la situation d'un réalisateur franco-marocain injustement emprisonné au Maroc, M. Adil LAMTALSI, dont la famille réside dans l'agglomération bordelaise. Depuis plusieurs mois, la LDH a engagé plusieurs démarches au plus haut niveau. Courant 2012, deux démarches ont été effectuées auprès du Ministre des Affaires Etrangères : d'abord en 2011 sans succès puis en juin 2012, en interpellant parallèlement des parlementaires girondins. Une réponse récente de M. Laurent FABIUS datée du 12 novembre laisse entrevoir quelque espoir, suite à des échanges diplomatiques. La députée du Médoc, Mme GOT, a été sollicitée afin d'obtenir davantage d'éléments sur un éventuel rapatriement de M. LAMTALSI. France 3 Aquitaine avait consacré un reportage à cette affaire, qui a été diffusé le 16 juin 2012. La sœur d'Adil LAMTALSI est venue témoigner sur la situation de son frère dans le cadre de l'émission mensuelle de la LDH Gironde sur RIG/Aqui FM/Plage FM diffusée le 22 juin 2012.

La LDH s'est jointe au collectif de soutien local à la libération de Georges Ibrahim Abdallah, membre de la résistance palestinienne et libanaise (FARL) contre l'occupation israélienne, qui a purgé une peine de 28 ans de prison, accusé de complicité d'assassinat d'agents et diplomates américains et israéliens. La justice française l'a estimé libérable en 2003 puis de nouveau en 2012. Le Parquet a, à chaque fois, fait appel de cette décision semble-t-il sur pression des Etats-Unis.

### **Laïcité**

La LDH a participé le 7 décembre à une conférence-débat organisée à l'initiative du Conseil régional d'Aquitaine dans le cadre de ses rencontres « Aquitaine citoyenne », en présence d'élus et de représentant de la Ligue de l'Enseignement. Une centaine de personnes ont participé à cet échange.

### **Liberté de création**

La LDH a apporté son soutien au moins indirectement à la liberté de création des acteurs locaux, aussi bien en participant à des événements culturels (stands sur le Festival des Hauts de Garonne les 5 et 6 juillet 2012, sur le Festival des Terres Neuves le 28 et le 29 septembre 2012) qu'à travers le partenariat établi avec la FEPPIA, permettant la diffusion d'artistes ou groupes édités par des labels aquitains lors de l'émission mensuelle de la LDH Gironde « En toutes libertés ».

### **Mémoire, histoire**

La LDH Gironde, associée à la fédération girondine de la Libre Pensée et à l'ARAC 33, a marqué le souvenir des « fusillés pour l'exemple » de la guerre de 1914-1918 par un rassemblement qui s'est tenu le 10 novembre 2012. Elle a été cosignataire de courriers adressés sur ce sujet aux parlementaires girondins, au Conseil Général et au Président de la République, dans le sens d'un appel à réhabilitation de ces jeunes soldats injustement sacrifiés.

Elle a par ailleurs exprimé sa solidarité avec les républicains espagnols (AAGEF-FFI, Ay Carmela, association des retraités espagnols), notamment à la mémoire de Pablo Sanchez qui sauva, lors d'un acte de bravoure qu'il paya de sa vie, le Pont de Pierre de Bordeaux de la destruction.

Courant 2012 a aussi été l'occasion de relancer le projet de réhabilitation de la tombe de Ludovic TRARIEUX, premier président national de la LDH entre 1898 et 1903. Cet projet devra être finalisé courant 2013, une actualisation du devis s'avérant utile afin de solliciter formellement les partenaires publics pour financement.

### **Prisons, lieux d'enfermement**

En 2012, la LDH a organisé plusieurs temps d'échange sur ce thème, en lien avec d'autres associations locales (Cimade, Genepi).

Le temps fort fut l'organisation le 28 juin d'une conférence en présence d'Anne LECOURBE, représentant le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Libertés. Ce débat fut précédé de la projection du film « Cimetière des vivants » sur le centre de rétention d'Hendaye, avec sa réalisatrice Audrey HOC.

Dans le prolongement d'un café-citoyen tenu en mars 2011, la LDH a organisé le 4 mai 2012 un nouvel échange avec Olivier LABOURET lors d'une rencontre-débat autour de son ouvrage « *Le nouvel ordre psychiatrique* », en partenariat avec la Librairie La Machine à Lire de Bordeaux.

Elle a participé le 25 avril à une opération initiée par la CIMADE Bordeaux concernant l'accès au Centre de Rétention Administrative de Bordeaux dans le cadre de la campagne « Droit de regard dans les lieux d'enfermement », en présence d'élus dont Mme Michèle DELAUNAY, devenue Ministre déléguée en charge des personnes âgées.

## **2.2 DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS**

### **Droit des enfants et éducation**

La LDH Gironde, notamment à travers les sections de Talence-Bègles-Villenave d'Ornon et de Bordeaux, et via son implication au sein du RESF, a été fortement mobilisée tout au long de l'année pour répondre à la situation de mineurs étrangers isolés (essentiellement marocains). Ce problème s'est accentué au cours des derniers mois de l'année 2012, conduisant la LDH, avec d'autres associations (CIMADE, RESF, ASTI) à organiser des accompagnements de mineurs au Commissariat central et à interpellier les services du Conseil général de la Gironde. Ces actions collectives ont permis de résoudre quelques situations mais le problème reste récurrent face à certains blocages des services de l'enfance du Conseil Général de la Gironde (justification discutable de critères d'âge pour pallier à un manque de places ou de moyens d'encadrement), relayés par le Procureur qui ordonne les ordres de placement, et aux pratiques de certaines structures en charge de l'accueil de ces jeunes (ex : test osseux, arrêts de prise en charge sur des prétextes douteux).

Les associations ont alerté le correspondant local du Défenseur des Droits. La mobilisation reste encore de mise en ce début d'année 2013 et un bras de fer avec la collectivité compétente n'est pas à exclure dans ce registre, compte-tenu de la situation de danger dans laquelle sont placés ces mineurs isolés et des obligations de prise en charge prévues par les textes et conventions (notamment la Convention Internationale des Droits de l'Enfant).

La section LDH de Carbon-Blanc est par ailleurs étroitement associée à un projet européen « Comenius » basé sur la sensibilisation aux droits de l'enfant en direction d'un jeune public et intitulé « We can change our future ». Ce projet concerne des établissements scolaires répartis dans 8 pays (Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Portugal, Turquie et Royaume-Uni). Pour la France, c'est la maternelle Jacques Prévert de Carbon-Blanc qui participe à ce projet. La LDH est indirectement associée à ce projet.

La fédération a également participé en 2012 au concours des «Écrits pour la fraternité ». Elle a tenu à récompenser l'école de Saint-Denis-de-Pile pour l'assiduité de sa participation à cette opération. Des ouvrages et t-shirts ont été remis aux enfants, à l'occasion de la présentation publique le 18 juin d'une petite scène théâtrale qu'ils ont produite avec leur enseignant, ayant pour objet la défense des droits.

### **Développement durable**

Dans ce registre, la LDH Gironde s'est encore relativement peu investie sinon en nouant des relations avec certaines associations mobilisées en matière de défense de l'environnement (Greenpeace, Tchernoblaye) ou en se joignant à des appels à manifestation (ex : manifestation anti-nucléaire en solidarité avec les militants japonais le 14 octobre, rassemblement de soutien à Notre Dame des Landes du 17 novembre 2012).

La participation aux réunions de la plateforme régionale de suivi de l'ISO 26000 a été plus difficile pour des raisons de calendrier et de disponibilité. En 2013, ce thème pourrait être plus pertinemment dévolu au comité régional, aussi bien par cohérence avec la mission de cette plateforme que par intérêt de cette approche à l'échelle régionale.

### **Economie et travail**

L'année 2012 a fortement été marquée par les prolongements de la crise financière et ses conséquences tant en termes d'austérité des budgets publics que sur les conditions d'emploi et de vie des ménages girondins. Ce sujet a été au cœur de la campagne électorale et abordé lors du colloque de la LDH le 27 janvier dernier, notamment à travers l'intervention de Jean-Marie HARRIBEY. La LDH Gironde s'est également impliquée dans le collectif girondin d'Audit Citoyen de la Dette. La LDH a participé au meeting organisé par ce collectif le 16 février 2012 ainsi qu'aux « 6 heures de la dette » le 22 septembre, consacrées notamment aux effets de la ratification par la France du Traité européen sur la Stabilité, la Cohérence et la Gouvernance. Quelques communes se sont formellement engagées en faveur d'un audit citoyen de la dette (Lormont, Saint Caprais, Saint Pierre d'Aurillac) et d'autres devraient suivre courant 2013 (ex : Ambarès). D'autres opérations ont été conduites auprès de diverses municipalités lors de réunions de conseils municipaux (Bordeaux, Mérignac, Pessac...) mais sans réelle prise de position de ces collectivités.

Le déploiement de ces politiques d'austérité, récemment dénoncées par le FMI (!), a pour conséquence une aggravation de la situation des citoyens, marquée par des difficultés accrues d'accès aux droits économiques (emploi) et sociaux (logement, santé, alimentation). Il contribue aussi à une exacerbation des tensions internes au monde du travail, marquées par un recul des dynamiques collectives et par une aggravation de la souffrance au travail qui peut aller jusqu'au suicide. La LDH Gironde a ainsi participé le 26 avril 2012 au rassemblement organisé par un collectif en mémoire à un salarié de France Telecom Mérignac, Rémy LOUVRADOUX, qui s'est suicidé en 2011 sur son lieu de travail.

La souffrance et le harcèlement au travail est plus largement un thème de sollicitation de plus en plus récurrent pour la LDH en Gironde, s'agissant en l'occurrence de situations touchant des salariés du service public et plus particulièrement exerçant dans des établissements publics locaux d'enseignement (collèges). Le traitement de tels dossiers est très sensible et difficile à gérer, à la fois parce qu'il en va de la situation professionnelle (voire de la santé) des individus concernés et de leur famille qui, en dénonçant certaines situations, prennent le risque de sanctions disciplinaires et d'un isolement accru faute de soutien affiché de leur collègues. Qui plus est, le statut des directeurs d'établissement mis en cause leur confère une réelle protection : représentants de l'autorité hiérarchique de l'Education Nationale dans des établissements dont ils sont « seuls maîtres à bord », avec autorité sur des personnels d'exécution relevant de la collectivité (Conseil Général pour les collèges, Conseil régional pour les lycées). Cette situation peut parfois conduire à des abus d'autorité et, comme c'est le cas dans un établissement de l'agglomération bordelaise, à des pratiques qualifiables de harcèlement.

La fédération LDH 33 et plusieurs sections ont participé aux manifestations organisées par le mouvement social le 1<sup>er</sup> mai 2012 (fête du travail), le 14 novembre 2012 (manifestation de soutien aux salariés européens).

### **Égalité femmes-hommes / droits des femmes**

Cette thématique a donné lieu à l'organisation d'une rencontre-débat sur le thème des droits des femmes en danger par la section de Pauillac le 13 octobre 2012, en présence de Nicole BLET (Planning Familial Bordeaux), Danielle LANSSADE (Planning Familial France), Claudine RIEUX (ACV2F et LDH Saint Vivien de Médoc) et Véronique MILLET (CGT Gironde).

### **Logement / hébergement**

La problématique du logement constitue un axe prioritaire de l'activité de la fédération girondine et de ses sections, qui a déjà donné lieu à une session de formation dont les contenus et outils pourront être prochainement rendus accessibles.

La LDH participe ainsi activement à certains collectifs : Commission DALO, groupe de liaison « Appel logement » de Gironde et, dans une moindre mesure DAL33. L'activité la plus soutenue a été celle du collectif girondin « Appel logement », qui réunit la CFDT, la CGT, la CNL, la Fondation Abbé Pierre, la LDH 33 et l'UDAF 33. La création de ce collectif a été justifiée notamment par le constat de carence de l'offre en logement social et très social sur le département de la Gironde (75 000 demandes non satisfaites selon les estimations du collectif). Plusieurs opérations ont été conduites dans ce cadre : manifestation publique (le 31 mars à Bordeaux), stands sur des marchés (Mérignac, Pessac...). Ses représentants ont été reçus par diverses autorités publiques (Direction départementale de la cohésion sociale, Communauté Urbaine de Bordeaux, Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional d'Aquitaine). Le collectif est associé à la préparation du futur Plan Départemental de l'Habitat. Un colloque est en préparation programmé le 21 mars 2013.

La fédération LDH 33 a participé également aux travaux de la Commission DALO (plusieurs réunions entre février), notamment dans le cadre de la réalisation d'une enquête sur le mal-logement. Elle a participé aussi à certaines opérations ponctuelles : colloque de la Fondation Abbé Pierre le 11 mars 2012, occupation symbolique d'un squat à Bordeaux avec le DAL 33 (le 2 juin 2012).

Elle s'est mobilisée avec les acteurs du mouvement social face à la réduction du nombre de places d'hébergement d'urgence sur Bordeaux (rassemblements du 7 juillet et du 31 octobre).

La question de l'hébergement des demandeurs d'asile, déboutés, mineurs isolés étrangers reste problématique. La LDH a, durant plusieurs mois, suivi avec le DAL33 et le RESF l'occupation d'un squat privé dans le centre de Bordeaux, qui a permis de répondre aux besoins de plusieurs familles déboutées du droit d'asile. Ce squat a été fermé à la fin de l'été 2012, suite à une décision de justice.

Par ailleurs, plusieurs dizaines de familles bulgares et roumaines occupent des squats dans des immeubles / espaces publics ou privés mais toujours dans des conditions de confort indignes. L'attention sur cette situation reste constante et appelle à la plus extrême vigilance dans les prochains mois, du fait que plusieurs de ces terrains publics sont intégrés à des projets d'aménagement qui pourraient démarrer dans les mois à venir. La résolution de ces situations particulières devraient idéalement s'inscrire dans le registre du droit commun au logement et du droit applicable aux ressortissants communautaires.

Certaines sections (celle de Libourne notamment) travaillent actuellement sur un projet d'expérimentation d'habitat coopératif.

### **Santé et bioéthique**

La fédération girondine de la LDH est impliquée dans la Coordination Santé Solidarité Gironde et dans le collectif Notre Santé En Danger. A ce titre, elle a participé à plusieurs opérations menées par ce collectif au cours de l'année, visant notamment à dénoncer les dépassements d'honoraires ou, plus spécifiquement, la privatisation du parking du CHU Bordeaux-Pellegrin (rassemblements du 26 janvier 2012, du 12 avril 2012, le 22 juin 2012, le 4 octobre 2012). Ce mouvement évolue encore avec le lancement d'un mouvement des « GAFFeurs » favorables à un système de santé solidaire.

Plusieurs militants de la LDH ont également assisté à la conférence organisée le 1<sup>er</sup> février 2012 à l'initiative de l'Union Régionale de la Mutualité Aquitaine, marqué entre autre par l'intervention de Pierre TARTAKOWSKY, Président de la LDH France.

A la lueur de diverses affaires récentes (dont le Médiateur, OGM, nanotechnologies...), ce sujet de la santé et de la bioéthique soulève plus largement la question du regard citoyen sur les applications des résultats de la recherche scientifique et sur les conséquences démocratiques, sociales et sanitaires d'une forme de pouvoir techno-scientiste, adossé à des intérêts économiques. Cette question est, de plus en plus, au cœur des préoccupations (pour ne pas dire des peurs) d'un nombre croissant de citoyens.

Ile a été abordée par les sections de Bordeaux (science ou savoir / croyances / démocratie) et par celle de Libourne (santé / bioéthique / citoyens). Des liens récemment établis avec le monde universitaire ou encore avec certaines structures (centre de culture scientifique et technique Cap Sciences) attestent l'intérêt d'un débat citoyen plus général sur les rapports de dépendance / pouvoir entre science et citoyen. Ce thème pourrait constituer l'objet du prochain colloque 2013 de la LDH 33, en sollicitant certaines personnalités (Jacques TESTARD, président de la fondation Sciences citoyennes, Bernard STIEGLER, président de l'association Ars Industrialis et directeur de l'IRI). A noter que cette question avait déjà été énoncée par la LDH France en ... 1960, interrogeant sur « *les menaces que le développement des sciences et techniques risque de présenter pour les libertés et les droits de la personne* ».

La fédération LDH Gironde, notamment via la section LDH de Bordeaux, reste également attentive sur les évolutions de la politique conduite dans le domaine de la maladie mentale, notamment suite à la réforme de la loi relative aux soins psychiatriques qui organise moins tant une politique de soins qu'une politique de surveillance et d'internement. C'est dans le prolongement d'un précédent café-citoyen qu'Olivier LABOURET, Président de l'Union Syndicale de la Psychiatrie, a été de nouveau convié à la présentation-débat de son ouvrage « Le nouvel ordre psychiatrique » le 4 mai 2012, en partenariat avec la librairie La Machine à Lire. La fédération est intervenue par la voix de 2 militantes sur le thème « citoyenneté et maladie mentale » lors d'une journée d'étude organisée le 16 mars 2012 à Montpon-Ménestérol par la SOFOR.

Il faut relever aussi dans ce registre les sollicitations, toujours délicates à traiter, de personnes présentant des symptômes parfois lourds (ex : paranoïa) qui viennent vers la LDH souvent en dernier recours et exprimant des sentiments profonds de persécution et de mal-être.

### Services publics

Pour la LDH de Gironde la défense de l'accès à certains droits sociaux (éducation, logement, santé) passe par le maintien sinon par le renforcement des services publics.

Force est de constater que la « stratégie du choc » appliquée dans le prolongement de la crise de 2007 sur les budgets publics ne fait qu'accroître un mouvement déjà perceptible avant le déclenchement de cette crise et qui se traduit aujourd'hui en Europe par une politique d'austérité sans précédent depuis la crise de 1929. Ainsi, sous couvert d'économies budgétaires, des pans entiers de services publics sont passés sous la maîtrise des acteurs marchands. Cette tendance, qui remonte au début des années 1980, et qui n'a fait que s'affirmer au cours des décennies suivantes, est un facteur de creusement des inégalités. Plus sournoisement, la gestion des services publics qui subsistent selon les règles de « management » appliquées dans les entreprises (dont la gestion comptable appuyée par objectifs quantitatifs) provoque une dégradation de la qualité du service au public et de l'image même du service public (ex : santé, emploi...). De plus, les politiques d'austérité récemment décidées pèsent lourdement sur les budgets sociaux de certaines collectivités (ex : Conseils généraux, communes) qui ont de plus en plus de mal à remplir les compétences qui sont les leurs et à répondre aux besoins de leurs administrés.



Les activités déployées en 2012 autour du Pacte pour les droits et la citoyenneté s'inscrivent donc résolument dans une démarche de défense du service public et, plus largement, du bien commun (dont les ressources naturelles telles que les sols, l'eau, les semences végétales...) dans un souci de promotion de l'intérêt général et d'égalité d'accès aux droits sociaux fondamentaux.

C'est aussi dans cette logique que la LDH Gironde s'est mobilisée pour affirmer le rôle d'intérêt général des associations, dont certaines remplissent des missions déléguées de service public, mais dans un contexte lourd de menaces qui pèse déjà sur leurs ressources. Elle a ainsi contribué à l'organisation régionale du débat sur l'avenir des associations, qui s'est tenu le 11 octobre 2012, co-organisé par la FONDA, la MACIF et la LDH, en présence de Dominique GUIBERT, secrétaire général de la LDH France.

### **2.3 DROITS DES ÉTRANGERS**

#### **Immigration**

La campagne des élections présidentielles et législatives s'est opérée sur fond de dérives à caractère raciste et xénophobe, alimentées par la situation de crise économique et sociale et par la politique sécuritaire d'Etat menée depuis plusieurs années. Ce climat, attisé par l'exploitation politique et médiatique de certaines affaires (ex : Merah en mars 2012), est malheureusement propice aussi bien aux replis identitaires qu'à la recherche de « boucs-émissaires », dont les migrants et parmi eux les Roms, constituent les cibles les plus facilement désignées car « exposées » (visibles et rendues visibles).

C'est pourquoi la fédération LDH de Gironde, à travers son implication dans certains collectifs locaux (dont D'ailleurs Nous Sommes d'Ici) a organisé le 6 mars 2012 une rencontre-débat sur « les apports de l'immigration au développement local », en présence d'experts (démographe, historien), et d'acteurs associatifs (RAHMI, Collectif Égalité des Droits, acteurs culturels...), afin d'apporter des éléments de connaissance et de débat décalés par rapport au discours ambiant et au regard porté sur les migrants.

Dans ce même registre, la fédération a participé au colloque organisé par l'Institut de Défense des Etrangers sur le thème des migrations le 29 septembre 2012. En lien avec la section de Pauillac, elle a contribué à l'animation d'une rencontre-débat sur les conditions d'accueil des travailleurs saisonniers étrangers le 23 novembre 2012. Ce débat faisait suite à des violences survenues entre des migrants marocains sédentaires et des travailleurs saisonniers Sahraouis espagnols du 3 au 5 octobre 2012, sur lesquelles la section LDH Pauillac et la CGT ont été ponctuellement mobilisées. Cette problématique des travailleurs saisonniers étrangers a également été abordée par la section de Libourne, lors de la Journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre 2012.

#### **Demandeurs d'asile et déboutés**

La LDH Gironde a poursuivi tout au long de l'année 2012 son travail d'accompagnement et d'appui en direction de demandeurs d'asile ou déboutés de leur demande.



L'une des actions les plus significatives a été portée par un collectif « Témoignages en préfecture » (TEMPREF), sur les conditions d'accueil des étrangers aux guichets de la Préfecture de la Gironde. Ce travail a donné lieu à l'édition d'un rapport, comprenant un rappel des textes, des extraits de témoignages, une analyse des dysfonctionnements constatés et des préconisations. Ce rapport a été rendu public le 27 mars 2012 et a rencontré un certain écho médiatique. Le Préfet d'alors, dans une période où il était tenu au silence médiatique du fait de la période pré-électorale, n'a pas donné suite. Les associations de ce collectif (ASTI, CIMADE, IDE, LDH, RESF) ont sollicité le nouveau préfet, M. DELPUECH, dès sa prise de fonction. Une rencontre a pu être obtenue avec ce dernier, accompagné du nouveau secrétaire général de la Préfecture (M. BEDECARRAX) et des services concernés. Elle s'est tenue le 19 décembre 2012. Cette réunion a été positive et constructive.

Le principe d'une rencontre régulière entre le secrétariat général de la Préfecture et les associations représentées a été acté, afin de faire le point sur l'évolution des conditions d'accueil en application des récentes directives du Ministère de l'Intérieur. Une prochaine réunion est programmée le 31 janvier prochain. Le travail réalisé dans le cadre de ce collectif a donc été particulièrement exemplaire et sera poursuivi courant 2013.

La plupart des sections locales de la LDH en Gironde ont été mobilisées dans l'accompagnement de situations particulières, notamment dans le cadre du RESF (dont permanences d'accueil, suivi de situations administratives, contacts avec les avocats...). Ces accompagnements concernent aussi bien des familles que des personnes seules. Plusieurs cas (ex : celle d'une jeune mère sénégalaise en conflit avec son époux ou celle encore d'un jeune père marocain séparé) présentent des profils de situations particulièrement complexes, où se mêlent à la fois des problèmes de régularisation de la situation administrative et de résolution de conflits familiaux, avec parfois de jeunes enfants faisant l'objet de mesures de placement, soit des situations humainement très éprouvantes pour les personnes, aggravées par des procédures et pratiques administratives souvent sourdes à leurs difficultés, voire arbitraires. Dans de telles situations, il n'est pas difficile de comprendre l'importance, mais aussi la sensibilité, des actions d'accompagnement opérées. La fédération LDH de Gironde est également intervenue exceptionnellement pour le financement de traductions de documents officiels pour des personnes engagées dans un recours devant la CNDA.

L'accueil de familles migrantes en demande d'asile ne faiblit pas. Un contact récent établi avec la Plateforme d'Accueil des Demandeurs d'Asile (COS) confirme une arrivée notable début 2013 de familles en provenance d'Europe centrale et orientale (dont Balkans), de Georgie et de Russie.

La situation particulière des mineurs isolés étrangers a déjà été soulignée. Elle appelle une mobilisation continue de certaines sections et réseaux (dont RESF), face à un probable durcissement de la réponse de l'autorité compétente (Conseil général de la Gironde).

## Roms

Une autre problématique d'implication lourde de la LDH concerne le suivi des populations « Roms » (et plus largement des bulgares et roumains installés essentiellement sur l'agglomération bordelaise), soit 500 à 600 personnes sur le périmètre de la CUB. La LDH Gironde avait organisé en décembre 2011 une session de formation sur cette question. Courant 2012, on a assisté à quelques opérations d'évacuation de squats privés ou publics, suite à des procédures initiées par des propriétaires ou par les pouvoirs publics locaux. Toutefois, le constat établi localement est sans commune mesure avec celui réalisé dans d'autres villes de France. A cet égard, le changement de majorité gouvernementale n'a pas eu pour effet de modifier sensiblement la politique conduite à l'égard des ressortissants roumains et bulgares, population qui alimente pour une large part les statistiques de reconduite à la frontière. Durant l'été 2012, près de 3 000 évacuations de campements ont été réalisées dans 35 sites en France.

A Bordeaux, la prorogation de la Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), confiée au COS Quancard, a été annoncée par le préfet et par les collectivités concernées (CUB, Ville de Bordeaux). La ville de Bordeaux a procédé à la mise en place d'une mission de médiation. D'autres communes de la CUB, bien que non associées à la MOUS, s'efforcent de répondre à des situations spécifiques, parfois sous la contrainte (ex : Floirac), parfois avec plus de bienveillance (ex : Bègles). Ces décisions traduisent une prise en compte, aussi imparfaite soit-elle, de cette réalité sociale sur l'agglomération. Malgré les faiblesses enregistrées et la modestie des résultats obtenus en termes de régularisation, elles placent les collectivités au premier rang de la vigilance citoyenne (quand ce n'est pas de la vindicte populaire). L'action des collectivités est parfois rendue difficile par des comportements jugés délictueux (activités illicites, incivilités) de certaines composantes de ces populations. Ce sont parfois des motifs d'évacuation ponctuelle, qui peuvent inciter certains édiles locaux à quelques amalgames (la LDH a ainsi publiquement réagi aux déclarations de M. JUPPÉ courant octobre 2012).

La LDH (sections de Bordeaux, Bègles-Talence-Villenave, Carbon-Blanc), avec d'autres associations (Cimade, Médecins du Monde, RESF, Secours Catholique...), ont eu à réagir à plusieurs situations d'urgence : sur un squat de Bègles (Astria) en mars 2012, sur l'installation de nouveaux squats à Floirac (octobre 2012). Elles ont collectivement exprimé leur requête d'une concertation plus étroite entre les autorités et les associations, en demandant au Préfet l'organisation d'une table ronde (août 2012). Elles ont insisté sur les difficultés de suivi de populations contraintes régulièrement à une mobilité forcée.

Ce dossier restera d'une brûlante actualité pour la LDH courant 2013, car certains squats de l'agglomération (dont celui de l'avenue Thiers à Bordeaux) sont potentiellement implantés dans des zones urbaines concernées par des projets d'urbanisme importants. Par ailleurs, le terme de la période transitoire imposée à ces populations par la France, qui les prive d'une partie de leurs droits en tant que citoyens européens, interviendra au 31 décembre 2013. Leur situation ne sera pas réglée pour autant. La position défendue par la LDH est d'inscrire le traitement de ces familles bulgares et roumaines dans le registre du droit commun, aussi bien du point de vue de leur régularisation administrative, que de leur situation en matière d'accès au travail, au logement, à l'éducation ou à la formation et à la santé.

## **Droit de vote des résidents étrangers extra-communautaires aux élections locales**

En 2012, la LDH a été partenaire d'un événement organisé par la délégation girondine de SOS Racisme le 14 décembre 2012 (réunion inter-associative et concert de soutien). Cette manifestation marquait les prémices d'une démarche locale de plus grande ampleur, dans le cadre de la campagne nationale lancée récemment en perspective des prochaines élections municipales de 2014. Cela devrait se traduire par la création d'un collectif, dont la réunion constitutive est programmée pour le 5 février 2013.

## **Racisme, antisémitisme et discriminations**

Dans ce registre, la mobilisation de la fédération girondine de la LDH en 2012 a porté sur le terrain du combat contre l'homophobie. La LDH a dans ce cadre participé à la Marche des Fiertés qui s'est déroulée le 9 juin 2012 et à la manifestation en faveur du mariage pour tous le 8 décembre 2012, organisé par un collectif d'une trentaine d'organisations (associations, syndicats de salariés, partis politiques).

Le partenariat établi avec la LGP Bordeaux est appelé à se consolider. Une nouvelle manifestation est programmée pour le 19 janvier 2013, préalablement à une grande manifestation nationale prévue le 27 janvier 2013 à Paris et à l'ouverture des débats parlementaires qui débutera le 29 janvier 2013.

## **2.4 SOLIDARITE ET ACTION INTERNATIONALES**

L'activité de la fédération LDH de Gironde dans ce domaine s'est essentiellement concrétisée par des actions de soutien en faveur de mouvements ou d'initiatives appelant à la défense des droits fondamentaux dans certains pays :

- la Syrie, par la participation à des rassemblements organisés par l'association Syrie Démocratie 33 (les 15 mars et 17 avril 2012),
- la Palestine, par le soutien à l'opération « *Un bateau pour Gaza* » et par la participation à certains rassemblements (ex : le 17 novembre 2012, suite à des bombardements meurtriers de l'armée israélienne sur Gaza); la question des relations Israélo-paletiniennes est aussi une préoccupation de la fédération à travers les jugements iniques prononcés à l'encontre de l'une des militantes de la LDH, Sakina ARNAUD, suite à un appel au boycott de produits israéliens provenant des territoires colonisés.

Par ailleurs, la fédération a ponctuellement contribué au soutien de jeunes tunisiens, blessés lors des manifestations de révolte, et accueillis à Bordeaux par le relais de l'Association des Tunisiens de France pour subir des soins consécutifs à des amputations de membres.

Certaines sections ont également participé à des opérations durant la Semaine de la Solidarité Internationale courant novembre 2012.

### 3 – MOYENS ET METHODE

La fédération girondine de la LDH est appelée à répondre à des sollicitations accrues, en dépit de ressources relativement limitées, s'agissant notamment des moyens humains qui reposent exclusivement sur les ressources du bénévolat. La capacité de mobilisation de la LDH se heurte à la fois à un certain manque de visibilité en raison du caractère généraliste de son champ d'action, ou encore de la « concurrence » d'autres associations à vocation plus spécialisée et qui se sont multipliées au cours des décennies passées.

Le caractère généraliste des domaines couverts par la mission de la LDH s'est en outre étendu avec les évolutions de la société. D'où un risque non négligeable de dispersion et ... d'épuisement. Il appartient néanmoins à la LDH d'occuper pleinement le terrain sur lequel elle est pleinement légitime et moins concurrencée (ex : relations justice / police / citoyens, droits civils et politiques) et pour lequel sa marge d'initiative reste importante. Une autre alternative à ce niveau est de prendre place sur de nouveaux terrains de mobilisation en prise avec les préoccupations de la société et assez peu investis (ex : droits du citoyen / sciences / technologies). Enfin, il importe que la LDH trouve aussi sa juste place au sein de collectifs dans des domaines où son implication est moins « centrale » ou déterminante, tout en exprimant clairement ses positions (ex : droits économiques et sociaux).

Le « dosage » de son implication peut varier au gré des contextes locaux et des intérêts ou des compétences des militants. Il lui est aussi arrivé d'être sollicitée pour un rôle d'arbitrage de différends entre organisations impliquées dans des actions collectives à chaque fois avec un certain succès.

Si elle dispose d'un bureau mis à disposition par le Conseil Général de la Gironde moyennant un loyer réduit (Maison départementale des sports et de la vie associative à Bordeaux), elle ne bénéficie pas d'un véritable local avec vitrine sur rue, ce qui limite d'autant sa visibilité. L'hypothèse d'un local partagé avec d'autres associations oeuvrant dans le champ de la défense des droits reste envisageable mais n'a pas été véritablement approfondie, au-delà de quelques contacts (ex : avec la Cimade).

Le renouvellement de ses « forces vives » suppose de construire et décliner une stratégie de communication à plusieurs niveaux. Plusieurs actions ont été impulsées courant 2012 en ce sens, mais leur mise en œuvre est également très fortement dépendante des énergies mobilisables.

#### 3.1 Actions de communication

L'année 2012 a été marquée par deux initiatives importantes :

- **Le lancement d'une émission de radio mensuelle intitulée « En toutes libertés »,** sur le réseau de radios locales RIG (agglomération bordelaise), AQUI FM (Médoc), Plage FM (bassin d'Arcachon). Cette émission est diffusée en direct le 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> vendredi de chaque mois et en différé le lendemain. Elle est podcastée et peut donc être réécoutée.

D'une durée d'1 heure, elle se décompose en 3 volets : regards sur l'actualité (3 ou 4 sujets), un dossier central (« Décryptage ») et un volet d'annonce des principaux rendez-vous à venir. Elle a démarré en avril 2012 et 8 éditions ont été réalisées entre avril et décembre. Plusieurs thèmes centraux ont été abordés en lien avec des partenaires ou interlocuteurs :

- le pouvoir et le rôle des médias, les libertés, droits et devoirs des journalistes en avril (avec interview de Henri MALER, président d'ACRIMED et un représentant local des Amis du Monde Diplomatique),
- l'état des droits de l'homme en France et l'enjeu démocratique (avec interview en différé de Pierre TARTAKOWSKY, en mai et juin 2012), dette publique et ratification du « TSCG » en septembre (avec interview de Guillaume Duval, rédacteur en chef de la revue Alternatives Economiques),
- droits environnementaux / droits fondamentaux, même combat ? en octobre 2012 (avec Patrick MAUPIN, responsable du groupe local de Greenpeace Bordeaux),
- l'accès au logement en octobre 2012 (premier volet d'une série),
- les enjeux du mariage pour tous (avec Paul VINOT, président de LGP Bordeaux) et la campagne pour le droit de vote des étrangers extra-communautaires aux élections locales (avec SOS Racisme).

Après une période de test, une convention plus formelle avec la radio RIG a été établie.

- La refonte du site Internet de la LDH. Cette décision, arrêtée officiellement en octobre 2012 après consultation et examen de diverses propositions. Celle de la société bordelaise AGGELOS, engagée par ailleurs dans une démarche ISO 26000, a retenu la faveur du comité fédéral. Cette décision a été légitimée à la fois par le constat d'absence de vitrine physique, d'évolution des pratiques d'accès à l'information qui mobilisent désormais beaucoup les outils et supports numériques, notamment parmi les jeunes générations et par la pré-existence d'un site dont l'ergonomie, la structure et les fonctionnalités méritaient d'être reprises compte-tenu de l'évolution depuis son lancement des technologies et services numériques. Un groupe de travail interne a été constitué, afin de préciser les termes du cahier des charges (options ergonomiques et esthétiques, structure, contenus) et de jouer un rôle d'interface avec le prestataire. Le nouveau site devrait être opérationnel d'ici février 2013.

### **3.1 Participation à des événements publics d'information / sensibilisation**

La fédération LDH de Gironde est intervenue à plusieurs occasions lors d'événements variés :

- le 18 janvier 2012, en ouverture de la 4<sup>ème</sup> édition du Festival International du Film sur les Droits de l'Homme de Pessac dont elle est partenaire, et en participant à l'animation de plusieurs séances de projection dans ce cadre,
- le 28 mars 2012, à l'occasion d'une journée « portes-ouvertes » autour des 35 propositions du Pacte pour les droits et la citoyenneté,

- le 8 juin 2012, lors de la projection-débat du film « Help ou visibilité » au cinéma Utopia de Bordeaux, en présence de la réalisatrice Sarah Franco-Ferrer,
- le 13 septembre 2012, lors de la projection-débat du film « On est là » organisée au cinéma Utopia de Bordeaux dans le cadre du Festival des Terres Neuves, en présence du réalisateur Luc Decaster,
- le 29 septembre 2012, à l'occasion du colloque organisé par l'Institut de Défense des Etrangers sur le thème des migrations, en présence de Catherine WITHOL de WENDEN (CERI, Sciences Po Paris).
- Le 25 octobre 2012 à Bègles, lors d'une rencontre-débat portant sur les utilisations civiles des drones, à l'initiative du groupe EELV de la Communauté Urbaine de Bordeaux.
- Le 7 décembre 2012, à l'occasion d'une rencontre « Aquitaine citoyenne » sur la question de la laïcité, à l'initiative du Conseil Régional d'Aquitaine.

### 3.2 Stands d'information

Durant l'année 2012, la LDH Gironde via certaines sections a organisé quelques tenues de stands, notamment lors des forums ou salons associatifs. Parmi celles-ci :

- stand au Rocher de Palmer le 10 février 2012 à l'occasion d'un concert,
- stand au Festival des hauts de Garonne les 5 juillet (Lormont) et 6 juillet (Cenon),
- stand le 1<sup>er</sup> septembre à Floirac à l'occasion du Festival Planète,
- stand Cap Associations à Bordeaux le 23 septembre 2012,
- stand au Festival des Terres Neuves de Bègles les 28 et 29 septembre 2012,
- stand à l'occasion du colloque de l'IDE à Bordeaux le 28 septembre 2012,
- stand d'information à Lesparre (section de Saint Vivien) le 5 octobre 2012,
- stand LDH à l'occasion de la semaine de la solidarité internationale à Pauillac le 23 novembre 2012,
- stand à la Rock School Barbey le 14 décembre 2012, à l'occasion du concert de soutien SOS Racisme.

### 3.3 Présence médias

Certaines prises de positions (affaires Lamtalsi, Mérah, Roms, sahraouis de Pauillac, Aurore Martin, mineurs étrangers isolés) ou initiatives (rapport TEMPREF, conférence-débat en présence du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté,...) ont suscité un certain intérêt des médias locaux.

Il reste cependant difficile de bénéficier d'une couverture médiatique de la part des principaux médias locaux (Sud-Ouest, France 3, France Bleu Gironde...). Parmi les principaux passages : affaire Lamtalsi (France 3 Aquitaine, journal du 13 juin 2012), la LDH (émission TV7 « C'est vous qui le dites » du 27 juin 2012). Divers interviews radiophoniques ont été donnés suites à des prises de position sur certains sujets mentionnés précédemment (O2 Radio, Wit FM, RCF, radio Clé des Ondes, Sud Radio...).

### 3.4 Partenariats et réseaux

Réseaux ou collectifs : Appel logement (groupe de liaison), CAC 33, collectif de soutien G. Ibrahim Abdallah, collectif de soutien Remy Livradoux, CPAD33, DNSI, Mariage pour tous, NSED, RESF, TEMPREF...

Associations et organisations partenaires : Aide & Action, Amis du Monde Diplomatique, Amnesty International Bordeaux, ARAC, ASTI, ATD Quart Monde. ATTAC 33, Ay Carmela, Boulevard des Potes, CFDT33, CIMADE, CLAP, DAL33, CGT 33, CNL, collectif Egalité des droits, COS, COSS33, Emmaus, FSU 33, GENEPI Bordeaux, FARL, FCPE33, FEPIIA, Fondation Abbé Pierre Bordeaux, Greenpeace Bordeaux, Institut de Defense des Etrangers, LGP Bordeaux, Libre Pensee, Maison des femmes Bordeaux, Maison de Simone, Médecins du Monde Bordeaux, Musiques de Nuit, Secours Catholique, SOS Racisme, SUD, Syndicat des Avocats de France 33, Syndicat de la Magistrature 33...

 <p><i>Ligue des droits de l'Homme</i> <b>GIRONDE</b></p>	<p>Maison Départementale des Sports et de la Vie Associative 153 rue David Johnston 33000 BORDEAUX Tel : 07 77 25 83 17 Mail : ldh.fede33@hotmail.fr</p>
---	--